



Résumé exécutif

Projet d'Appui au Renforcement de la Sécurité
Intérieure du Burkina Faso –
2ème phase (PARSIB – BKF180341T)

Burkina Faso

Gwénola Possémé-RAGEAU, Consultante internationale
Paul ZAGRÉ, Consultant national

Cota Asbl

Avril 2020

Table des matières

1.	Présentation de l'évaluation	3
2.	Résultats et conclusions	3
	2.1. Critères de performance	3
	2.2. Résultats	3
	2.3. Questions spécifiques	5
3.	Recommandations	6
4.	Leçons apprises	7

1. Présentation de l'évaluation

Le présent rapport porte sur la Revue finale du projet d'Appui au Renforcement de la Sécurité intérieure du Burkina Faso (PARSIB2) mis en œuvre par ENABEL entre le 1^{er} décembre 2018 jusqu'au 30 novembre 2019.

La méthodologie de l'évaluation a été conçue sur la base de l'approche stratégique pour le suivi et l'évaluation adoptée par ENABEL et décrite dans les directives *More Results*. Cette approche est aussi en ligne avec les principaux critères d'évaluation de l'OCDE/CAD (Pertinence, Efficacité, Efficience, Durabilité et Impact). Trois questions spécifiques ont été également analysées : une première sur la qualité des formations ; une deuxième sur l'opérationnalisation du CROCGT¹ à Bobo Dioulasso et une troisième sur la prise en compte du genre.

L'évaluation s'est déroulée en février et mars 2020 (11 au 20 février) avec une mission de collecte de données à Ouagadougou de 5 jours (le 11 février et du 17 au 20 février) et à Bobo Dioulasso de 3 jours (12 au 14 février). La collecte de données a porté sur une revue documentaire, des entretiens avec une cinquantaine de parties prenantes, l'organisation de deux focus groupes avec des agents des ABT et les principaux acteurs du CROCGT, des observations sur site (IRAPOL, Centre d'appel, Équipement de l'UIP-PN).

2. Résultats et conclusions

2.1. Critères de performance

Critères	A	B	C	D
Pertinence	A			
Efficience	A			
Efficacité		B		
Impact	A			
Durabilité			C	

2.2. Résultats

En termes de **pertinence**, le projet répondait tout à fait aux besoins des partenaires nationaux, en termes d'équipements et de formations des unités de 2^{ème} ligne, dans le cadre de la prévention des crises et de lutte contre le terrorisme dans la capitale Ouagadougou mais aussi dans la deuxième ville du pays, Bobo Dioulasso. Il a également permis d'assurer le suivi de certaines activités lancées dans le PARSIB1. Il était en cohérence avec les priorités et politiques du partenaire et est intervenu à une étape importante de l'élaboration d'une Politique de Sécurité nationale.

Les résultats ont été atteints grâce à une **gestion efficiente** du projet. Le projet s'est aligné sur les procédures nationales. Par ailleurs, la réplique des procédures² mises en place dans la phase 1 ont permis à l'unité de gestion de gagner du temps, notamment sur les commandes de matériels, et d'être en mesure de fournir tout l'équipement prévu. Certaines activités à moindre coût ont eu des résultats intéressants notamment en termes de formation.

1 Comité régional opérationnel de Gestion de Crise et du Terrorisme (CROCGT)

2 Le PRAG flexible prévoit un allègement des procédures administrative et d'achats dans des situations d'urgence.

Des réallocations réalisées en cours de projet faute d'avancées sur certains volets (ex : CUCG³) ont également permis d'offrir aux bénéficiaires des équipements supplémentaires.

Sur le plan de l'**efficacité**, le projet a réalisé de belles performances même si certains outputs n'ont été que partiellement atteints pour des raisons diverses (décision politique, élaboration de textes retardés, etc.). Par ailleurs, la réactivité de l'unité de gestion a contribué à la prise de décision rapide. Le taux élevé d'exécution des activités programmées (91,4%) et le sentiment dominant de satisfaction des bénéficiaires ne peuvent que conduire à affirmer que les résultats attendus ont été atteints.

L'impact du projet a été très important en termes de coordination entre les FSI et de meilleure compréhension des missions des différents acteurs. PARSIB2 a contribué à changer la perception que les acteurs avaient de leurs autres collègues et à modifier leur façon de travailler. Il s'est aussi traduit dans la confiance retrouvée des unités d'intervention mieux équipées (gilets pare-balles, jumelles à vision nocturne, bouclier antibalistique, etc.). L'impact a été très largement apprécié par l'ensemble des bénéficiaires.

L'un des aspects les plus discutables du projet a trait à la **durabilité**, critère qui n'avait pas été retenu lors de la phase 1. Cette insuffisance est liée à la nature même du projet, qui relève d'un financement (IcSP)⁴ de l'Union européenne utilisé pour répondre à des urgences et par définition, n'est pas censé s'inscrire dans la durée. La durabilité concerne aussi bien la maintenance des équipements, la provision d'enveloppes financières supplémentaires pour assurer le carburant des véhicules nouveaux que la reprise des cycles de formation ou la rédaction de procédures écrites qui permettent de passer le relais. Au démarrage du projet, les autorités burkinabés s'étaient engagées à contribuer à la durabilité du projet. Or, lors de l'évaluation, les responsables des différents corps ont émis des doutes sur une prise en compte budgétaire effective permettant de couvrir les besoins supplémentaires liés à la mise en œuvre de PARSIB2.

Trois questions spécifiques relatives à la qualité de la formation, à l'opérationnalisation du CROCGT et à l'intégration du genre dans le projet ont fait l'objet d'une attention particulière. Pour la première question, on peut constater que les formations théoriques et pratiques étaient adaptées aux besoins des bénéficiaires ; les formateurs burkinabés étant issus de leurs rangs (PN et GN) avaient conçu des modules adaptés. Quant aux formateurs belges, leurs prestations ont été fortement appréciées par l'ensemble des bénéficiaires.

Pour la deuxième question, on peut dire que le dispositif de crise et de lutte contre le terrorisme dans la région de Bobo Dioulasso a été sensiblement amélioré avec l'intervention du PARSIB2.

Pour la troisième question, la prise en compte reste très limitée puisqu'à l'exception d'une journée de formation réalisée en fin de projet à l'endroit des FSI à Bobo Dioulasso et le soutien financier du projet à la Direction de la Police de proximité (DPP) pour l'organisation de formations vis-à-vis d'organisations de la société civile de femmes près de Bobo Dioulasso, la dimension genre est quasiment absente de l'intervention.

Globalement, les performances du projet PARSIB2 sont satisfaisantes avec néanmoins quelques réserves sur la durabilité et l'intégration de la dimension genre.

Au terme de la mission d'évaluation du PARSIB 2 - BURKINA FASO les consultants ont noté des leçons tirées et formulé des recommandations.

³ Centre unifié de Gestion de Crise (CUCG)
⁴ Instrument contribuant à la Stabilité et à la Paix

2.3. Questions spécifiques

Q.S 1 : Quel est le degré de qualité de la formation dispensée aux unités d'intervention ?

Deux formations de six semaines ont été organisées rassemblant un total de 140 personnes, réparties équitablement entre les forces de la GN et de la PN (BAC). Interrogés sur la qualité des modules et des formateurs, les bénéficiaires se sont unanimement montrés satisfaits des prestations et des enseignements.

Les apprenants ont fait des remarques sur le séquençage de la formation. Ils ont loué la qualité des formateurs qui avaient une connaissance précise de leurs besoins et ont offert des formations sur mesure.

Les objectifs de la formation ont été atteints à savoir une utilisation du matériel en action et une meilleure cohésion entre les différents corps. Ils ont enfin reçu un solide bagage théorique et réalisé de nombreux exercices sur le terrain pour permettre leur aguerrissement en cas de menaces terroristes.

Q.S.2 : Quel est le degré d'opérationnalisation du dispositif de crise dans la région de Bobo Dioulasso ?

Le dispositif de crise et de lutte contre le terrorisme dans la région de Bobo Dioulasso a été sensiblement amélioré avec l'intervention du PARSIB2. Jusque-là, bien que les autorités aient pris conscience de la nécessité de mettre en place un dispositif – comme l'arrêté sur la création d'un Comité de crise, elles n'avaient pas été très loin dans l'opérationnalisation. L'arrivée de l'Assistant technique belge à Bobo Dioulasso a permis d'impulser une dynamique qui a rejailli sur tous les acteurs de la sécurité.

Q.S 3 : Comment le PARSIB 2 a favorisé une meilleure intégration du genre dans le secteur de la sécurité au Burkina-Faso ?

Compte tenu de la nature même du projet, un projet d'urgence dans une durée limitée, de ses objectifs et de son public cible, les Forces de Sécurité intérieure de 2^{ème} ligne, il a été difficile pour le projet d'aborder la question de l'intégration du genre dans le secteur de la sécurité. Lorsqu'évoquée avec tous les partenaires rencontrés au cours de la mission d'évaluation, cette question n'est pas apparue comme essentielle à l'heure où les responsables de la sécurité au Burkina Faso doivent faire face à de multiples défis en termes de sécurité. Généralement, elle était abordée sous le biais de la représentativité des femmes dans les FSI, ce qui est une vision assez réductrice de la prise en compte du genre dans un tel projet.

Pour pallier cette insuffisance, le projet a recruté en mars une experte Genre pour organiser une formation d'une journée aux unités d'intervention de la GN et PN en formation d'aguerrissement à Bobo Dioulasso et leur faire comprendre l'intérêt de développer des stratégies plus inclusives en termes de prévention ou gestion des conflits. Par ailleurs, le projet a soutenu la Direction de la Police de Proximité, dans l'organisation d'une formation réunissant 110 femmes d'organisations de la société civile de femmes qui a eu lieu à Orodara près de Bobo sur la coproduction de la sécurité et la prévention des conflits.

3. Recommandations

N°	Institution en charge	Échéance	Pertinence	Recommandations prioritaires
1	MINSECU	Court terme	A	Prendre des mesures urgentes pour une opérationnalisation effective des CUGC à Ouagadougou, à travers la mise à disposition de locaux et la nomination d'une équipe permanente, en vue de consolider les acquis et de répondre aux attentes de durabilité de PARSIB 2.
2	MINSECU	Court terme	A	Adapter le cadre réglementaire intégrant la possibilité pour le Gouverneur (Président du CROCGT) de bénéficier d'appui technique d'un Conseiller Sécurité pour lui permettre de jouer pleinement le rôle d'animateur permanent du CROCGT, en vue d'assurer un fonctionnement régulier de la structure.
3	MINSECU ENABEL	Court terme	A	Lancer une réflexion sur la pérennisation des équipements fournis par le PARSIB 2. Cela permettra de comprendre la sensibilité de la question et de trouver des voies et moyens pour un renforcement/complément et un bon entretien des acquisitions spécifiques (souvent hautement techniques et technologiques) avant que celles-ci ne tombent en panne de manière irréversible.
4	MINSECU	Moyen terme	B	Engager une réflexion au sein des Forces de Sécurité Intérieure (FSI) sur les conditions de recrutement des femmes et sur les résistances à une inclusion plus effective des femmes au sein des FSI.
5	MINSECU- ENABEL	Moyen terme	B	Élaborer des manuels de procédures afin de garantir la mémoire institutionnelle et le passage à témoin, et d'optimiser l'utilisation des équipements. De tels documents pourraient préciser les modalités de fonctionnement, le processus de déroulement et le rôle et champ de compétences de chaque acteur, mais aussi expliquer les conditions d'utilisation des équipements dans le processus de prévention et de gestion des crises. Ces manuels qui feraient partie des documents de passation de service entre responsables de structure limiterait l'impact de la grande mobilité des cadres de l'Administration publique burkinabè;

4. Leçons apprises

Les leçons apprises les plus clairement exprimées se résument aux points suivants :

1. La coordination entre tous les acteurs de la sécurité est incontournable pour une gestion optimale des crises et de lutte contre le terrorisme.

L'intervention du PARSIB 2 à travers la création du Centre Unifié de Gestion des Crises (CUGC), l'organisation de séances de formation communes au profit des unités d'intervention constituées (forces spécialisées d'intervention), l'organisation des opérations de simulation, de même que la dotation de matériels à usage collectif, a permis aux éléments FSI opérationnels, aux autorités civiles et aux hiérarchies militaires et paramilitaires de prendre conscience de l'importance de la coordination.

2. La sécurité est l'affaire de tous.

La sécurité n'est pas seulement l'affaire des Forces de Sécurité Intérieure mais d'une communauté plus large d'acteurs comme le personnel soignant, les autorités administratives, les médias et la population. Chacun doit jouer sa partition dans la prévention et la gestion des crises. PARSIB2 a permis à tous les acteurs de mieux le comprendre.

3. La sécurité prend en compte la sécurité humaine dans son ensemble.

Les différents appuis aux acteurs de lutte contre le terrorisme, les formations théoriques et les activités de simulation, ainsi que la mise en place de mécanismes et d'outils de prévention et de gestion des crises, facilitée par PARSIB 2 ont permis de comprendre le caractère multidimensionnel et multisectoriel dans l'organisation de la riposte face aux menaces et attaques terroristes.

4. La communication auprès des médias et des populations est essentielle dans la prévention et la gestion des crises.

Dans sa conception et mise en œuvre de réformes institutionnelles, de développement des compétences et d'amélioration des performances des acteurs des secteurs de la sécurité et des médias, PARSIB 2 a facilité des rapprochements entre FSI et acteurs de médias à travers des animations de communication en situation de crise et a apporté un appui à la modernisation du centre d'appel d'urgence 18. Cela a considérablement amélioré, selon les dires des bénéficiaires, les rapports des acteurs entre eux.

5. La prévention est un élément déterminant dans la lutte contre le terrorisme.

Avec l'appui des experts internationaux, notamment belges (Police Fédérale), l'amélioration de l'équipement, la consolidation de la mise en place d'une Communauté Burkinabé du Renseignement (CBR), l'élaboration et validation de textes réglementaires (PNOR) et (ROI) et l'appui à la Police de proximité, ont permis aux FSI de comprendre l'importance de l'anticipation et de retenir comme leçon que la prévention est un élément déterminant sur lequel les FSI doivent travailler dans la lutte contre le terrorisme pour ne plus se laisser surprendre.